



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2802
15 avril 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Ni Macron ni Le Pen Ne comptons que sur nos luttes!

Pages 3, 4, 5 et 6



PHOTOS SERGE D'IGNAZIO

Ukraine

L'impérialisme mène la guerre par peuple interposé

Page 8

Chlordécone

Vers un non-lieu au mépris des victimes

Page 11

Hôpitaux

Personnel et santé sacrifiés

Pages 11 et 12

Leur société

- Macron malvenu chez les Ch'tis 3
- Le Pen démagogue et ennemie des travailleurs 3
- La présidentielle et après: seule la classe ouvrière consciente peut faire face aux menaces 4 et 5
- Mélenchon: les calculs de LFI et les intérêts des travailleurs 6
- Madame Péresse fait la manche 6
- Scandales alimentaires: les récidivistes 6
- École Pasteur - Saint-Denis: six enseignants mutés de force 7
- AESH: contre la précarité et les bas salaires 7
- Harcèlement scolaire: la politique de la goutte d'eau 7
- Chlordécone: vers un non-lieu révoltant mais pas surprenant 11
- Nièvre: un département à zéro maternité 11
- Retraite: une baisse pour une hausse 11
- Galaxie de satellites: décharges en orbite 16

Dans le monde

- Ukraine: l'impérialisme fait la guerre par peuples interposés 8
- Russie: du sang et des larmes pour la population 8
- Mali: l'armée française a montré l'exemple des exactions 9
- Famine en Afrique: capitalistes affameurs 9
- Bolloré Africa Logistics: la poule aux œufs d'or 9
- Europe: l'inflation menace les classes populaires 10
- Engrais: les spéculateurs tuent déjà 10
- Grèce: grève contre la vie chère 10

Dans les entreprises

- Air France (KS) - Roissy 11
- EPSM - Le Mans 12
- Urgences de la Sarthe 12
- Enfance Catalane Perpignan 12
- Disneyland a 30 ans 13
- Facteurs d'Ingré et Fleury 13
- Omexom - Montélimar 13
- Ville de Paris 13
- La Redoute Quai 30 Watrelos 14
- Dassault Aviation 14
- Travailleurs sans papiers 14
- Amazon 15
- Nokia 14

La Fête

- Un avant-goût d'une autre société 16
- Côté pratique 16

Ni Macron, ni Le Pen! Ne comptons que sur nos luttes

Le deuxième tour opposera donc, une nouvelle fois, Marine Le Pen à Emmanuel Macron.

Les deux sont des ennemis de la classe ouvrière, leurs références en témoignent.

Marine Le Pen n'a jamais été au pouvoir, ce qui lui vaut un bon point dans certains milieux populaires, écœurés par les reniements et les trahisons des partis de gauche au gouvernement. Mais, derrière ses cajoleries pour gagner les votes de l'électorat populaire, c'est une bourgeoise, une défenseuse de la société capitaliste.

Son parti est l'héritier des partisans de l'Algérie française et de l'OAS, avec aujourd'hui, dans son ombre, des confréries fascisantes issues ou pas de la police et de l'armée. Ils sont pour les travailleurs des ennemis mortels, appelés à servir de supplétifs à l'appareil d'État de la bourgeoisie en cas d'intensification des luttes sociales.

Déjà, la démagogie anti-immigrés de Le Pen vise à diviser les travailleurs, à les dresser les uns contre les autres et, par là même, à les affaiblir.

Si elle parvenait au pouvoir, elle l'exercerait dans l'intérêt des plus riches, comme tous ses prédécesseurs, mais de façon plus autoritaire et plus réactionnaire encore.

En face, il y a Macron, l'ancien banquier, représentatif de sa classe sociale jusqu'à la caricature, avec son mépris affiché des travailleurs et des pauvres, son dédain de tout ce qui ne vient pas des puissances de l'argent. Ses références, ce sont ses années à l'Élysée. Toutes ses «réformes» ont été autant de coups portés aux salariés, aux retraités, aux chômeurs.

Par un cynisme qui frise la sincérité, il promet aux classes populaires «du sang et des larmes».

Macron se pose en rempart contre la montée de l'extrême droite. Mensonge! Son quinquennat l'a renforcée. La haine de Macron dans les classes populaires a poussé les électeurs les plus désorientés dans les bras de Le Pen. La réélection de Macron ne fera pas disparaître les forces fascisantes, au contraire! Celles-ci y trouveront une vigueur renforcée, qui poussera Macron de plus en plus vers la droite.

Les travailleurs n'ont pas à cautionner par leurs votes leur futur oppresseur!

Je remercie les électeurs qui m'ont apporté leur

suffrage. Ils ont ainsi exprimé leur conscience d'appartenir au camp des travailleurs. Pour minoraire qu'il soit, cet électorat a montré que le courant communiste révolutionnaire est toujours là; que des femmes et des hommes continuent à porter le programme de la révolution sociale, c'est-à-dire du renversement de la dictature de la grande bourgeoisie impérialiste sur le monde, de son remplacement par le pouvoir démocratique des travailleurs aujourd'hui exploités, opprimés.

Dans ce deuxième tour, l'électorat ouvrier est sommé de choisir entre la peste et le choléra.

Pour ma part, je refuse ce choix et je voterai blanc, pour rejeter et Macron et Le Pen!

Quel que soit le vainqueur, il n'y a pas à se décourager et à baisser la tête. Au contraire! La force des travailleurs n'est pas dans les urnes mais dans leurs propres luttes. Il faut qu'ils soient conscients qu'ils auront un ennemi à l'Élysée.

La crise de l'économie s'aggrave de jour en jour, accélérée par la guerre en cours en Ukraine et par toutes ses conséquences, comme l'envolée

de la spéculation. L'économie capitaliste est en train de sombrer dans le chaos, dont les classes populaires seront inévitablement les victimes.

Nos sœurs et frères prolétaires d'Ukraine meurent aujourd'hui sous les bombes; ceux de Russie subissent aussi une guerre qu'ils n'ont pas voulue et dans laquelle ils n'ont aucun intérêt. Les masses pauvres du continent africain sont poussées à la famine par l'envolée des prix alimentaires.

Mais disons-nous que c'est aussi l'avenir que nous réserve la grande bourgeoisie ici, en France, un des pays les plus riches de la planète.

Notre avenir ne dépend pas de la mascarade d'une élection, fût-

elle présidentielle. Il dépend de la capacité des masses pauvres à réagir efficacement à la guerre sociale que leur mène la grande bourgeoisie. Dans ce combat, le rôle décisif appartient au prolétariat, à ceux qui font marcher l'économie et fonctionner la société, et qui sont aussi les seuls à pouvoir la changer.

Seules les luttes des travailleurs feront reculer le patronat, la grande bourgeoisie et leurs commis politiques. Notre avenir dépend de nous tous!

Nathalie Arthaud



Macron : malvenu chez les Ch'tis

Macron est en train de l'apprendre à ses dépens : gouverner est une chose, se faire élire en est une autre.

Élu pour remplacer la gauche faillie et la droite usée, grâce au soutien financier et médiatique d'une fraction de la haute bourgeoisie, il l'a servie fidèlement cinq ans durant, multipliant les coups contre les travailleurs, les coupes dans les services publics, les cadeaux au grand patronat. Mais il y a ajouté sa touche toute personnelle de mépris social, ses réflexions sur les gens qui ne sont rien, les analphabètes des abattoirs, les chômeurs qui ne traversent même pas la rue, les grévistes excités, son envie d'emmerder ceux qui ont peur de se faire vacciner, etc.

L'élection approchant, Macron a assuré le coup à droite en multipliant les clin d'œil antiouvriers, comme la retraite à 65 ans et

l'obligation de travail assortie au RSA. Et il a cru s'en sortir en distribuant quelques aumônes aux pauvres, comme le chèque énergie ou la détaxe partielle du carburant, et quelques promesses. Mal lui en a pris : dans les milieux populaires, ses aumônes ont été, justement, prises comme des insultes ; personne ne peut croire à ses promesses, à commencer par ceux qui y avaient cru il y a cinq ans ; et personne non plus n'a oublié ses injures. Les résultats électoraux sont sans appel : les quartiers et villes populaires vomissent Macron, même s'ils ont plusieurs façons, et des plus confuses, de l'exprimer.

C'en est au point que le ralliement des partis de gouvernement, le chœur médiatique, le soutien du

grand patronat et de ses organes de presse, et même le dégoût justifié que soulève Marine Le Pen chez les électeurs de gauche, ne garantissent plus la réélection du sortant. Macron s'est donc senti en devoir d'aller chercher quelques voix à gauche.

Dès le soir du premier tour il a promis que, si on le réélit, rien ne sera plus jamais comme avant. Le lendemain même Macron s'est rendu en personne à Denain, ville du Nord sinistrée par le chômage s'il en est, depuis que les usines sidérurgiques ont été fermées à grands coups de plans de licenciements et de matraques de CRS. Entouré de ses gardes du corps, il a été copieusement apostrophé par des habitants pourtant sélectionnés du seul fait qu'ils avaient accepté d'être fouillés et de s'être déplacés pour lui parler.

Tous ont dit leur opposition à la retraite à 65 ans, mesure qui cristallise tout le ressentiment social à l'encontre du président des riches.

Le soir venu, Macron a donc fini par lâcher que, finalement, fixer l'âge à 64 ans lui paraissait admissible dans un premier temps et que son successeur, dans cinq ans, aviserait. Et

d'ajouter que, puisqu'il entend rassembler, il faut bien bouger sur quelque chose.

Cela suffira-t-il à faire remonter sa cote dans les classes populaires ? C'est peu probable. À force de prendre les travailleurs pour des gobe-mouches, cela se voit comme une retenue sur salaire au milieu d'une feuille de paye.

Paul Galois

Le Pen : démagogue et ennemie des travailleurs

Repartie en campagne en vue du deuxième tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen s'est rendue, lundi 11 avril, dans une exploitation agricole de l'Yonne pour se poser, les pieds dans la boue, en candidate de la ruralité.

« Il faut garantir aux paysans des prix respectueux de leur travail », a déclaré la candidate du Rassemblement national (RN), sans dire comment elle contraindrait la grande distribution à faire preuve d'un tel respect. Se présentant aussi comme la candidate du pouvoir d'achat, elle a promis de supprimer la TVA sur un panier de cent produits alimentaires et d'hygiène. Cette mesure s'ajoute

aux précédentes promesses de baisser la TVA de 20 % à 5,5 % sur le gaz, le fioul, l'électricité et le carburant.

Pour financer ces baisses, la candidate du RN a évoqué pour la première fois « une taxe à 33 % sur les rachats d'action mis en place par les entreprises pour spéculer ». Après Hollande en 2012, Le Pen à son tour semble vouloir se lancer dans le registre : « mon ennemi, c'est la finance ». Mais

les promesses n'engageant que ceux qui y croient, on a pu voir ce qu'il en était et comment le même Hollande avait su se montrer ensuite le meilleur ami des financiers. Pourquoi en serait-il différemment avec Le Pen ? Agiter une telle mesure, qui reste bien vague, lui permet de ne rien dire sur les 15 milliards d'euros de profits du pétrolier Total, obtenus en spéculant, en faisant valser les étiquettes sur les carburants et en rackettant la population. Autre diversion mise en avant, Le Pen déclare qu'« il faut s'attaquer au système de l'Union européenne sur l'électricité », ce

qui permet de ne pas s'attaquer à Total et aux entreprises bien françaises qui sont directement responsables de la hausse des prix de l'énergie.

Celle qui ose se présenter comme la candidate du pouvoir d'achat ne propose que des baisses de taxes et se déclare catégoriquement opposée à une revalorisation du smic, ainsi qu'à une augmentation générale des salaires. Tout au plus Le Pen envisage-t-elle d'inciter les entreprises à concéder quelques augmentations de salaire en leur promettant des baisses de cotisations. Autrement dit, ce serait aux travailleurs eux-mêmes de se payer indirectement des augmentations de salaires, puisque cela réduirait le financement de la retraite ou de la Sécurité sociale. Cette recette n'a cessé d'être mise en œuvre par tous les gouvernements depuis des décennies et n'a servi qu'à alimenter les bénéficiaires d'une minorité d'actionnaires.

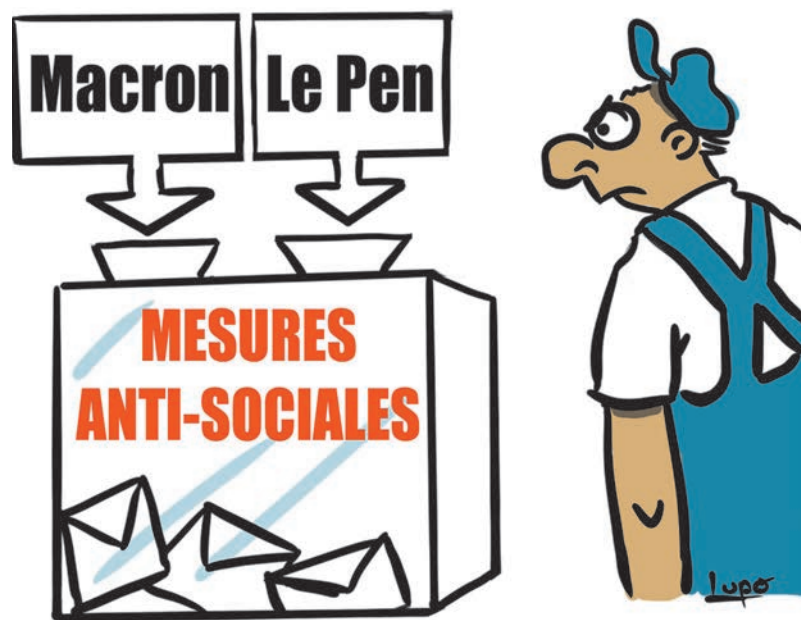
Loin d'être la représentante de la France des oubliés qu'elle prétend être, Le Pen est une politicienne bourgeoise, respectueuse

du pouvoir du grand patronat, de ses profits et de ses volontés. Le Medef n'a pas eu besoin de beaucoup élever le ton pour que Le Pen remballe sa proposition de rétablir à 60 ans l'âge de départ à la retraite pour tous.

Si Le Pen a davantage mis l'accent durant cette campagne présidentielle sur le pouvoir d'achat, pour attirer les électeurs de milieux populaires, et si les outrances racistes de Zemmour lui ont permis d'afficher une image plus polie, elle n'a pas pour autant abandonné le fonds de commerce traditionnel de l'extrême droite, la démagogie sécuritaire, nationaliste et anti-immigrée.

Sans être encore au pouvoir, Le Pen et ses partisans rendent bien service à la bourgeoisie, en divisant les travailleurs suivant leur nationalité, leur origine ou leur religion, les dressant ainsi les uns contre les autres et diminuant leur capacité à s'unir contre ceux qui sont les vrais responsables du chômage, de la montée de la pauvreté, contre les exploités du patronat.

Marc Rémy



Fête de Lutte ouvrière Marseille

Le 8 mai à partir de 11 heures
Parc des loisirs de Valabre RD7 - Gardanne

La présidentielle, et après : seule la classe ouvrière consciente peut faire face aux menaces



Dans la manifestation du 1^{er} mai 2017.

Le duel Macron/Le Pen, après le premier tour, semble être une réédition de celui de 2017. Il ne l'est pas. Les acteurs sont les mêmes, mais pas forcément le scénario.

Entre la présidentielle de 2017 et celle de cette année, la crise de l'économie capitaliste s'est aggravée. Le sort des classes populaires est devenu plus dur, même dans les riches pays impérialistes, malgré les gestes de charité étatique. Il devient insupportable dans les pays pauvres, poussés vers la famine.

Aux bruits de bottes lointains, a succédé la guerre entre la Russie et l'Ukraine, rendant tangible la menace d'une conflagration mondiale. Cette guerre illustre l'état des relations internationales.

La société capitaliste est de plus en plus un bateau ivre dont personne ne maîtrise la course. Les dirigeants politiques de la bourgeoisie impérialiste qui domine le monde ne voient aucune issue. Chaque décision qu'ils prennent crée un nouveau problème, au lieu de résoudre le précédent.

Un système politique ébranlé

En France, le paisible ronronnement de l'alternance gauche-droite est fini depuis un certain temps déjà. Avant son premier quinquennat, Macron prétendait apporter une solution à la crise de confiance envers la démocratie parlementaire, avec son fameux « ni gauche ni droite ». Il en est à resservir le même plat avec le « nous tous ». Cela sent le réchauffé!

Bien qu'il soit arrivé en tête au premier tour, Macron ne doit pas y croire lui-même. Même du haut de la stature jupitérienne qu'il a essayé de se forger au début de son

quinquennat, il ne peut pas ignorer la haine qu'il suscite aujourd'hui dans les classes populaires. D'où son agitation frénétique pour tenter de consolider son électorat. Sur la retraite, c'est un coup pour plaire à la droite avant le premier tour, avec l'annonce provocante de la retraite à 65 ans. Puis, pour le deuxième tour, c'est un coup inverse, laissant entendre qu'il est prêt à reculer...

Ce n'est pas seulement une minable jonglerie électorale, ni l'expression de la versatilité d'un homme. C'est l'expression de la faillite de tout un système politique.

La démocratie parlementaire bourgeoise est de moins en moins crédible dans sa fonction, qui est de dissimuler les antagonismes entre une minorité d'exploiteurs et une majorité exploitée derrière l'illusion que les citoyens ont la maîtrise de leur sort par le bulletin de vote.

Oh, les illusions électoralistes n'ont pas disparu! Elles ont de moins en moins d'attraits, l'augmentation des abstentions d'élection en élection en témoigne, mais elles changent de forme. Même ceux qui se rendent encore aux urnes le font de moins en moins avec la conviction de pouvoir changer la vie avec un bulletin de vote. Ils le font pour faire un vote qu'ils croient utile afin d'éviter que la vie ne devienne encore pire et aussi parce qu'ils ne voient pas d'autre issue. Reflets passifs et ô combien déformés de la lutte de classe, les illusions persisteront tant que la lutte réelle des classes opprimées

ne prendra pas le relais de ce substitut.

L'effondrement du PS et de LR

Le principal constat du premier tour de cette élection est l'effondrement du PS et de LR, les deux principaux partis de l'alternance de naguère. La caste politique cherche fiévreusement de nouvelles ficelles pour tenter de perpétuer un système dont dépendent ses salaires confortables et son influence plus ou moins grande sur la vie sociale. Les cénacles politiques de la bourgeoisie, surtout ceux dont la vedette a reculé au premier tour, bruissent déjà de projets de « reconstruction », de « restructuration », en vue des législatives dont dépendent plusieurs centaines de postes de députés et, au-delà, plusieurs milliers de postes aux différents niveaux des institutions électives.

La perte de crédibilité de ces institutions électives de la démocratie parlementaire bourgeoise ne préoccupe pas nécessairement la grande bourgeoisie, tant que l'économie tourne et que les profits rentrent. Le fait que des millions d'électeurs, pour l'essentiel les plus pauvres – 12 millions au premier tour de cette présidentielle! –, se tiennent à l'écart des élections, n'est qu'une reproduction de fait du suffrage censitaire d'antan.

L'évolution du parlementarisme bourgeois des pays impérialistes vers l'autoritarisme a commencé bien avant la crise sanitaire du Covid et l'embrigadement des esprits dès le début de l'offensive de Poutine contre l'Ukraine. Mais l'une comme l'autre ont fourni des prétextes aux dirigeants pour accélérer encore les choses.

Le parlementarisme, surtout limité par cette évolution vers l'autoritarisme, convient pour le moment à la grande bourgeoisie. Il a ses inconvénients. Un exemple a été, en Grande-Bretagne, le Brexit, où le suffrage universel a donné un résultat qui ne facilitait pas vraiment les affaires.

À en juger par les journaux reflétant le plus fidèlement les intérêts de la bourgeoisie ici, en France, celle-ci est réticente devant

les conséquences possibles d'une arrivée de Le Pen à la présidence, notamment pour son attitude vis-à-vis de l'Europe, sa démagogie trop appuyée sur le souverainisme dans une économie mondialisée, etc. Mais ce sont des difficultés surmontables pour la bourgeoisie, d'autant que Marine Le Pen n'a pas de gages à donner sur sa fidélité fondamentale à l'égard des intérêts de la classe dominante.

L'alternative du recours à la force

L'aggravation de la crise et sa durée peuvent modifier l'attitude de la bourgeoisie. Et si sa caste politique s'avère incapable d'assurer la stabilité par le biais des illusions électorales, elle cherchera une solution du côté de la force brutale. La matraque pourrait alors ne plus rester entre les mains des forces de l'ordre estampillées « légales » et, en cas de mouvements sociaux, celles-ci pourraient être complétées par des supplétifs venus de l'extrême droite.

La progression de celle-ci sur le seul terrain électoral n'annonce pas nécessairement l'imminence d'actions violentes. Mais elle en prépare les conditions. Elle peut donner une caution populaire à la violence fasciste. L'aspect le plus catastrophique pour l'avenir est le fait que l'électorat ouvrier se tourne vers le Rassemblement national pour exprimer sa haine de Macron. Ce vote ouvrier pour le RN est l'aboutissement ultime de l'électoralisme. Le recul de la conscience de classe amène les opprimés à se mobiliser derrière leurs pires ennemis.



Dans une manifestation de policiers.



Les références de la dynastie Le Pen (l'Algérie française, ses massacres et ses tortures, l'OAS, un anti-communisme viscéral) ne sont pas anecdotiques. La tactique de dédramatisation de la fille est un choix pour tenter d'arriver au sommet de l'État par la voie légale. Elle ne signifie pas le reniement de la filiation avec le père.

L'électorat de Le Pen, accru par celui de Zemmour, abrite un foisonnement de groupes ou de tendances d'extrême droite, des groupes ouvertement fascistes aux intégristes catholiques, en passant par toute une variété de conspirationnistes. L'aggravation de la crise, entraînant dans des coups de colère tous ceux pour qui la charité étatique ne compense pas les pertes, peut en faire basculer certains, aujourd'hui passifs, dans la violence active.

Les individus pour les encadrer existent déjà, ne serait-ce qu'au sein de la police et de l'armée. Ils s'expriment déjà, lorsque l'occasion leur en est offerte, par la voix d'un certain nombre d'officiers supérieurs à la retraite. Un sondage à l'intérieur de la gendarmerie, effectué par une revue spécialisée, a relevé que Zemmour arrivait largement en tête (42 %

des votes) à l'intérieur de ce corps de répression. *Le Parisien*, décortiquant les bulletins dans les deux bureaux de vote du quartier militaire de Satory, titrait le 12 avril: «À Satory, le tandem Le Pen-Zemmour fait mouche». Leurs scores cumulés y dépassent 55%. Les citoyens sont égaux dans les urnes. Mais les électeurs militaires ont des armes et l'habitude de les manier.

Macron, faux barrage contre l'extrême droite

Lorsque Macron prétend faire barrage à la montée de l'extrême droite, de



toutes ses promesses c'est la plus mensongère. C'est Macron qui subira la pression de l'extrême droite, et pas l'inverse. Et surtout parce que, même lorsque la bourgeoisie n'a pas ou pas encore besoin de suppléments

fascisants pour l'appareil d'État, elle n'autorise aucun de ses commis politiques à toucher à l'armée ou à la police, au bras armé du pouvoir de la bourgeoisie, même si elles abritent en leur sein une frange fascisante.

Qui peut garantir qu'un échec de Marine Le Pen sur le plan électoral ne sera pas un facteur poussant à l'action cette frange de l'extrême droite qui ne se voit pas traverser les cinq ans d'une nouvelle ère macronienne? Quitte à ce que l'initiative prise par cette frange ne corresponde pas dans l'immédiat au choix de la grande bourgeoisie.

Que l'on se rappelle seulement l'aventure de l'OAS et du putsch militaire de Salan et compagnie, perpétré au nom de l'Algérie française, contre un de Gaulle qui représentait pourtant le choix politique de la bourgeoisie française à l'époque, qui voulait mettre fin à la domination coloniale en Algérie.

Le prolétariat sera alors confronté à une menace bien plus vaste et bien plus violente que celle pesant sur ses seuls intérêts matériels. Il y a des périodes où la lutte de classe lie la défense des intérêts matériels des travailleurs et de leurs intérêts politiques en

un tout unique. Et, dans ces circonstances, ils ne peuvent pas compter pour les éclairer sur des partis de la bourgeoisie, pas plus que sur ceux qui se veulent de gauche et qui se réfugient déjà derrière Macron, espérant y trouver protection.

La nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire devient vitale. Être dans le camp des travailleurs n'est pas se lamenter sur leur sort, encore moins conseiller aux travailleurs de faire confiance à quelque parti de la bourgeoisie que ce soit, mais les préparer à s'organiser et à se battre.

Georges Kaldy

Les résultats de Nathalie Arthaud par département

Département	Voix	%
01-Ain	1 658	0,50 %
02-Aisne	2 044	0,77 %
03-Allier	1 359	0,73 %
04-Alpes-de-Haute-Provence	505	0,52 %
05-Hautes-Alpes	428	0,50 %
06-Alpes-Maritimes	1 630	0,29 %
07-Ardèche	1 219	0,62 %
08-Ardenne	1 080	0,81 %
09-Ariège	417	0,45 %
10-Aube	1 005	0,67 %
11-Aude	1 026	0,48 %
12-Aveyron	894	0,52 %
13-Bouches-du-Rhône	3 578	0,35 %
14-Calvados	2 757	0,71 %
15-Cantal	555	0,63 %
16-Charente	1 319	0,68 %
17-Charente-Maritime	2 331	0,59 %
18-Cher	1 304	0,81 %
19-Corrèze	885	0,62 %
2A-Corse-du-Sud	198	0,29 %
2B-Haute-Corse	257	0,33 %
21-Côte-d'Or	1 774	0,63 %
22-Côtes-d'Armor	2 603	0,71 %
23-Creuse	490	0,73 %
24-Dordogne	1 295	0,52 %
25-Doubs	2 069	0,75 %
26-Drôme	2 041	0,70 %
27-Eure	2 197	0,69 %
28-Eure-et-Loir	1 419	0,64 %
29-Finistère	3 627	0,67 %
30-Gard	1 768	0,43 %
31-Haute-Garonne	3 015	0,41 %
32-Gers	529	0,45 %
33-Gironde	3 679	0,41 %
34-Hérault	2 581	0,40 %
35-Ille-et-Vilaine	3 783	0,63 %

Département	Voix	%
36-Indre	1 085	0,90 %
37-Indre-et-Loire	2 243	0,68 %
38-Isère	3 479	0,52 %
39-Jura	1 053	0,73 %
40-Landes	1 115	0,43 %
41-Loir-et-Cher	1 246	0,69 %
42-Loire	2 391	0,62 %
43-Haute-Loire	1 020	0,73 %
44-Loire-Atlantique	4 712	0,59 %
45-Loiret	1 959	0,58 %
46-Lot	618	0,56 %
47-Lot-et-Garonne	889	0,48 %
48-Lozère	235	0,50 %
49-Maine-et-Loire	3 079	0,70 %
50-Manche	2 249	0,79 %
51-Marne	1 778	0,65 %
52-Haute-Marne	696	0,74 %
53-Mayenne	1 273	0,76 %
54-Meurthe-et-Moselle	2 376	0,67 %
55-Meuse	702	0,71 %
56-Morbihan	2 952	0,63 %
57-Moselle	3 499	0,67 %
58-Nièvre	833	0,74 %
59-Nord	7 673	0,60 %
60-Oise	2 869	0,69 %
61-Orne	1 203	0,80 %
62-Pas-de-Calais	5 891	0,74 %
63-Puy-de-Dôme	2 556	0,71 %
64-Pyrénées-Atlantiques	1 677	0,42 %
65-Hautes-Pyrénées	636	0,47 %
66-Pyrénées-Orientales	1 312	0,49 %
67-Bas-Rhin	3 685	0,64 %
68-Haut-Rhin	2 265	0,59 %
69-Rhône	3 774	0,42 %
70-Haute-Saône	1 171	0,87 %
71-Saône-et-Loire	1 979	0,66 %

Département	Voix	%
72-Sarthe	2 150	0,72 %
73-Savoie	1 205	0,49 %
74-Haute-Savoie	1 880	0,44 %
75-Paris	2 898	0,27 %
76-Seine-Maritime	4 433	0,69 %
77-Seine-et-Marne	3 442	0,52 %
78-Yvelines	2 774	0,38 %
79-Deux-Sèvres	1 645	0,79 %
80-Somme	2 500	0,84 %
81-Tarn	1 175	0,51 %
82-Tarn-et-Garonne	679	0,47 %
83-Var	2 098	0,35 %
84-Vaucluse	1 234	0,41 %
85-Vendée	2 647	0,63 %
86-Vienne	1 715	0,74 %
87-Haute-Vienne	1 457	0,72 %
88-Vosges	1 572	0,77 %
89-Yonne	1 203	0,68 %
90-Territoire de Belfort	560	0,80 %
91-Essonnes	2 831	0,48 %
92-Hauts-de-Seine	2 306	0,30 %
93-Seine-Saint-Denis	2 756	0,51 %
94-Val-de-Marne	2 504	0,43 %
95-Val-d'Oise	2 392	0,45 %
Guadeloupe	1 084	0,80 %
Martinique	1 447	1,18 %
Guyane	297	0,83 %
La Réunion	3 538	1,02 %
Mayotte	430	1,23 %
Nouvelle-Calédonie	565	0,80 %
Polynésie française	819	1,35 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	22	0,81 %
Wallis et Futuna	98	1,83 %
Saint-Martin/Saint-Barthélemy	41	0,49 %
Français de l'étranger	1 300	0,26 %
Total (ministère de l'Intérieur)	197 141	0,56 %

Mélenchon : les calculs de LFI et les intérêts des travailleurs

Avec 7,7 millions de voix et 21,95 % des suffrages, il a manqué 500 000 voix à Jean-Luc Mélenchon pour accéder au deuxième tour. Si cette troisième place suscite de l'amertume chez beaucoup de ses électeurs, les cadres de LFI savouraient cette défaite quasiment comme une victoire, car elle impose Mélenchon et ses lieutenants en tête de la gauche.

Mélenchon a gagné 740 000 voix par rapport à 2017, malgré les 800 000 voix de Roussel, candidat du PCF qui n'était pas présent il y a cinq ans. Ses résultats dans des villes comme Toulouse ou Grenoble montrent qu'il a réussi à prendre des voix au PS et à EELV et qu'il a récupéré une partie des électeurs populaires déçus de Macron. Son résultat en Seine-Saint-Denis ou dans les banlieues ouvrières des grandes villes montre qu'il a entraîné beaucoup de travailleurs, notamment issus de l'immigration.

Si des millions d'électeurs populaires, dont beaucoup de jeunes, ont voté Mélenchon pour chasser Macron en refusant Le Pen,

les objectifs des dirigeants de LFI dans cette campagne étaient ailleurs. Depuis dix ans, Mélenchon vise à s'imposer au sein de la gauche gouvernementale en laminant le PS et le PCF. Il a fini par y parvenir et ne cachait pas sa joie, le 10 avril au soir, avec les élections législatives en ligne de mire : « *Ici est la force. Nous avons devant nous d'autres élections, nous tiendrons notre rang* ». Alexis Corbière, député LFI, enfonçait le clou : « *On est le noyau dur de quelque chose de fort, je souhaite que cela demeure* ». L'avenir proche dira si les notables qui restent au PS et au PCF ou les ambitieux d'EELV se rallieront et se soumettront à Mélenchon pour assurer leur



PHILIPPE CRÉHANGE LE TÉLÉGRAMME

réélection. Les marchandages et les petits calculs ont déjà commencé.

Si un tel regroupement électoral voyait le jour et permettait d'envoyer au Parlement des dizaines de députés de gauche, sous le label de l'Union populaire, les travailleurs, eux, n'auraient rien à en attendre. Ce n'est pas seulement une

question de radicalité du discours ou du programme. En son temps, un Mitterrand avait fait des promesses plus radicales qu'un Mélenchon aujourd'hui. Le véritable pouvoir appartient aux propriétaires des grandes entreprises et des banques, pas aux députés, même quand ils sont majoritaires, et pas même au président.

Ce qui a fait la force des partis ouvriers dans le passé, avant que cette force ne soit dévoyée et dilapidée par les années passées à gérer le système capitaliste, c'était le réseau de milliers de militants implantés dans les entreprises et les quartiers. Ce qu'il est urgent de reconstruire aujourd'hui n'est pas une nouvelle union de la gauche derrière Mélenchon ou un autre, mais un parti révolutionnaire. Les travailleurs ont besoin d'un parti conçu, non pour occuper des places dans les institutions, mais pour les aider à mener les luttes quotidiennes qu'ils entament dans les entreprises et à les conduire aussi loin que possible ; un parti composés de femmes et d'hommes conscients qu'il faut renverser le capitalisme et déterminés à mener ce combat jusqu'au bout!

Xavier Lachau

Madame Pécresse fait la manche

La raclée électorale subie par Valérie Pécresse se double d'une déroute financière. Habituee aux campagnes fastueuses de sa riche famille politique - 21 millions d'euros pour Sarkozy en 2007, 46 millions en 2012, 14 millions pour Fillon en 2017 -, Pécresse aurait dépensé quelque 15 millions d'euros.

N'imaginant pas, même dans ses pires cauchemars, tomber sous la barre des 5 %, elle misait sur le remboursement maximum de l'État. Elle

ne recevra finalement, contre facture, pour financer sa campagne que les 800 000 euros prévus dans ce cas...

En panique, Pécresse

a lancé un appel aux dons : « *Sept millions de remboursement manquent pour boucler le budget de la campagne. Les Républicains ne peuvent pas faire face à ces dépenses. Je suis endettée personnellement à hauteur de cinq millions.* »

Pécresse découvre pour la première fois de sa vie la dure réalité vécue par des millions de ménages modestes :

l'angoisse des fins de mois difficiles, avec les traites à payer pour la maison ou la voiture. À la différence de Madame la présidente de la région Île-de-France, eux ne peuvent compter ni sur le plus riche parti du pays, ni sur un confortable patrimoine personnel, ni sur la solidarité de classe des bourgeois conservateurs.

X. L.

Scandales alimentaires : les récidivistes

En plus des rappels de pizzas Buitoni et de chocolats Kinder, ce sont des fromages produits par les Fromageries de Normandie du groupe Lactalis qui ont été soupçonnés de contamination à la listeria, une bactérie qui peut être mortelle.

Lundi 4 avril, il s'agissait des coulommiers et des bribes de marque Normandville et Graindorge et d'un coulommiers Franprix. Mais quatre jours plus tard, le groupe Lactalis a dû élargir l'alerte à 24 000 produits, qui ont été rappelés... s'ils n'ont pas déjà été mangés entre-temps. La faute est

rejetée sur un des producteurs qui fournissaient Lactalis en lait cru. En réalité, le groupe n'en est pas à sa première affaire. En 2017 déjà, un scandale avait éclaté, car du lait vendu par Lactalis était contaminé à la salmonelle. Des nourrissons déshydratés avaient été hospitalisés. L'usine de Craon,

mise en cause, avait fermé pour décontamination en décembre 2017, alors que des prélèvements avaient déjà détecté la présence des bactéries depuis des mois. Depuis, des centaines de victimes ont porté plainte contre Lactalis mais il n'y a toujours pas de procès en vue.

Pendant ce temps, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les rappels de produits entraînant des risques d'intoxication parfois grave se poursuivent et sont même bien

plus fréquents que les scandales révélés dans l'actualité. Car c'est bien la logique du profit qui mène à des économies parfois criminelles. Le site de rappel du gouvernement français signale pas moins de 4 377 références alimentaires non conformes ou dangereuses répertoriées depuis mars 2021, et c'est sans doute une goutte d'eau dans l'océan des problèmes sanitaires et d'hygiène dans l'industrie. L'essentiel des contrôles est réalisé par les entreprises elle-mêmes, et

l'insuffisance des contrôles extérieurs est régulièrement dénoncée par les associations.

Les mieux à même de contrôler réellement la qualité de la production seraient les travailleurs de ces entreprises. Cela voudrait dire commencer par mettre fin au secret industriel et aux menaces de licenciement qui pèsent sur les salariés qui oseraient dire la vérité sur les conditions de production qu'ils constatent.

Charles Legoda

École Pasteur – Saint-Denis : six enseignants mutés de force

Vendredi 8 avril, plus de deux cents personnes, parents, enfants et enseignants, ont manifesté devant la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, scandant : « On veut garder nos enseignants ! ».

En effet, au retour des vacances de printemps, l'inspection académique a décidé de muter six enseignants de l'école élémentaire Pasteur, soi-disant pour nécessités de service et pour « retrouver la sérénité ». C'est en fait une sanction, destinée à faire baisser la tête à tous les enseignants combatifs, et la décision a provoqué la colère des parents, très remontés de voir leurs enfants privés du maître ou de la maîtresse auxquels ils sont attachés. La promesse du rectorat de nommer de nouveaux enseignants en mai est perçue comme une provocation, dans un département où les professeurs ne sont presque jamais remplacés.

Cette école, située dans un quartier très populaire, compte 300 enfants et 20 classes, soit 19 professeurs des écoles et un directeur. Les six enseignants menacés sont tous militants. Depuis quelques années, le gouvernement veut remettre en cause le

fonctionnement collégial des écoles primaires et maternelles, où le directeur ou la directrice sont des collègues comme les autres. Ils sont déchargés parfois de la totalité ou d'une partie de leurs cours pour assurer des tâches administratives, mais ne sont en aucun cas les supérieurs hiérarchiques de leurs collègues.

Au contraire, dans cette école comme dans d'autres d'ailleurs, le rectorat envoie de nouveaux directeurs avec la mission de s'imposer comme des chefs, ce qui passe mal dans les équipes. À Pasteur, une nouvelle directrice a été nommée en septembre. Elle a pris de front les enseignants et tenté de monter les parents contre ces derniers. Cerise sur le gâteau, elle a donné en janvier une interview à un journal d'extrême droite, en révélant les noms et les téléphones d'enseignants de son école. L'article, qui égrène des inepties les plus crasses sur cette école « gangrénée par l'extrême gauche », va

jusqu'à prétendre que le lobby LGBT interdit aux garçons de jouer au foot dans la cour. L'équipe avait réagi et demandé l'intervention du rectorat. La directrice s'est déclarée en arrêt maladie et l'inspection académique a diligenté une enquête administrative dont le résultat est cette mutation forcée des six enseignants.

En matière de répression contre des enseignants combatifs, le rectorat de Créteil n'en est pas à son coup d'essai. Au collège République de Bobigny, au lycée Angela-Davis de Saint-Denis, au lycée Jacques-Brel de Choisy-le-Roi, il a multiplié les sanctions, tentant de mettre au pas des enseignants jugés trop remuants. Cette attitude fait penser à ce qui se passe souvent à La Poste, à la SNCF ou dans bien des entreprises privées.

Cette nouvelle attaque ne passe pas. Les enseignants de Pasteur, en grève depuis le 8 avril, ont appelé l'ensemble de leurs collègues à les soutenir. Près de 300 personnes ont participé à la manifestation appelée le 12 avril et, si les mutations tombent, ils appelleront à une grève reconductible dès la rentrée après les vacances.

Correspondant LO



SACHA VIRGA

AESH : contre la précarité et les bas salaires

Mardi 5 avril, les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) étaient une nouvelle fois mobilisés pour dénoncer leurs conditions de travail et les répercussions sur les élèves handicapés.

Les AESH sont indispensables au fonctionnement des écoles, des collèges et des lycées, plus précisément aux élèves qu'elles (ce sont à 90% des femmes) accompagnent et à qui elles permettent de suivre leur scolarité.

Et pourtant... Dix-sept ans après la promulgation de la loi de 2005 édictant le droit à la scolarisation pour tout jeune en situation de handicap, on est loin du compte. Des familles attendent des mois avant que leur enfant puisse être pris en charge et aidé dans la salle de classe. Et quand, à la rentrée 2021, les statistiques officielles dénombrèrent plus de 400 000 enfants en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire, elles annonçaient dans le même temps, en s'en félicitant, l'existence de 125 000 postes d'AESH. Cela ne permet même pas un accompagnement à mi-temps!

Il faudrait embaucher.

Au lieu de cela, le gouvernement a mis en place des PIAL, des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés, c'est-à-dire en langage clair des secteurs géographiques au sein desquels les AESH sont appelées à travailler dans plusieurs établissements scolaires et donc à se déplacer de l'un à l'autre! Il faudrait recruter en nombre, former et payer convenablement ces professionnels essentiels à toute la collectivité, à toute la société. Eh bien non, il n'y a que contrats précaires, temps partiels, salaires minables.

Les AESH n'ont pas fini de faire entendre leur colère et elles ont raison. C'est le seul moyen pour inverser les valeurs, imposer des embauches, la fin de la précarité et des salaires décents pour les accompagnants d'élèves mais aussi pour tous les travailleurs de l'Éducation nationale.

Sophie Gargan

Harcèlement scolaire : la politique de la goutte d'eau

Après la promulgation, le 2 mars, d'une loi transformant le harcèlement scolaire en délit passible de dix ans de prison, voici qu'est lancée une application du nom de Kolibri.

Elle a été développée par une association agréée par le ministère de l'Éducation nationale. Sa fondatrice fait partie du conseil de pilotage du programme pHARE mis en place par le ministre Blanquer, dans le but affirmé de combattre le harcèlement scolaire. En réalité, ce programme n'a pas abouti à de nouveaux moyens mais a consisté à former le

personnel et les parents. L'outil numérique est présenté comme permettant aux enfants d'exprimer facilement leur peur, et donc d'alerter plus facilement les adultes. Il est tout de même payant!

Il est difficile de ne pas voir là un palliatif dérisoire, à l'image du numéro vert qui existe contre les violences conjugales. Même

si cette application aide à révéler les cas de harcèlement, quelle sera la suite? Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de diminuer progressivement l'effectif du personnel encadrant des établissements scolaires. Parallèlement, ils n'ont cessé de s'attaquer aux structures de soin et d'écoute des jeunes, comme les centres médico-psychopédagogiques ou les centres médico-psychologiques pour enfants. Désormais, dans certains départements

comme la Seine-Saint-Denis, il faut attendre un an et demi pour y accéder.

On peut toujours prétendre s'attaquer au harcèlement scolaire en augmentant les peines judiciaires, comme le gouvernement vient de le faire avec la loi du 2 mars, tout en continuant à faire des économies sur les services publics. Mais comment ne pas voir le décalage immense avec la réalité? Le harcèlement est bien souvent le fait d'autres enfants, souvent entraînés

par l'effet de bande. Lutter contre cette violence nécessite des moyens pour écouter et parler avec les personnes concernées.

L'application Kolibri est bien à l'image de ce décalage. Dans la fable, un colibri verse une goutte d'eau pour éteindre un feu de forêt en disant « qu'il fait sa part ». Une goutte d'eau dans l'océan d'économies criminelles faites aux dépens de la jeunesse ne peut être un alibi.

Thomas Baumer

Ukraine : l'impérialisme fait la guerre par peuple interposé

Depuis que le Kremlin a cessé de faire bombarder la capitale ukrainienne pour concentrer ses forces sur le Donbass, les dirigeants européens s'y pressent. On les y voit défiler, sinon pour aider l'Ukraine comme ils le prétendent tous, du moins pour prendre la pose devant les caméras de télévision en appelant les Ukrainiens à résister.

Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a ouvert le bal le 8 avril, annonçant que l'Europe avait recueilli plus de un milliard d'euros « pour l'Ukraine ». Pour rencontrer le président Zelensky, et se montrer à côté de fosses communes où reposent des centaines de civils tués par l'armée russe, elle avait notamment emmené le Premier ministre de Slovaquie. Sans doute parce que ce petit État d'Europe centrale, qui accueille 200 000 réfugiés ukrainiens, vient, comme bien de ses semblables, d'augmenter son budget militaire en prétextant les tensions à l'Est.

Le lendemain, ce fut le tour du chancelier autrichien, puis du Premier ministre britannique, Boris Johnson. Flanqué d'une nuée de gardes du corps, de journalistes et de Zelensky, celui-ci a fait trois pas sur le Maidan, au centre de Kiev, et un beau discours sur les blindés qu'il allait offrir à l'Ukraine.

Certains signalent que, l'armée de Londres n'ayant plus l'usage de ces armements vieillissants, cela ne coûte guère à Johnson. Mais cela peut lui rapporter sur le terrain de la démagogie va-t-en-guerre. Il a ainsi posé au « leader dans le soutien militaire à l'Ukraine », selon l'administration présidentielle ukrainienne.

Dimanche 10 avril, à Rome, le pape, en bon jésuite qu'il est, a prôné une « trêve de Pâques ». Une pause

entre les massacres d'avant et d'après ? Il aurait aussi bien pu ajouter la Trinité, tant les chefs d'État et de gouvernement, les états-majors et les milieux d'affaires des grandes puissances voient favorablement la poursuite de cette guerre fratricide.

Beaucoup ne se cachent plus d'en énoncer les raisons : commerciales pour les marchands d'armes, mais aussi pour les capitalistes profiteurs de guerre ; politiques pour les dirigeants des États occidentaux, qui voient dans cette guerre où la Russie s'est embourbée une occasion de l'affaiblir.

Ce ne serait pas la première fois que, sans entrer eux-mêmes directement en guerre, ils feraient la guerre avec la peau des autres peuples.

Entre 1979 et 1989, les États-Unis ont réussi à affaiblir l'Union soviétique en la laissant intervenir en Afghanistan, tout en soutenant

financièrement et militairement les guérillas islamistes sur place. Outre que cela a contribué à l'effondrement de l'URSS, cela allait plonger le pays et sa population dans une guerre sans fin, et dans l'obscurantisme de la dictature des talibans.

Autre exemple : entre 1980 et 1988, l'impérialisme américain dressa l'Irak, son allié, contre l'Iran, son ancien allié devenu indocile sous le régime des mollahs. Il prit soin de fournir des armes directement au premier et indirectement au second, afin que ces deux puissances régionales s'épuisent mutuellement. Résultat ? Au moins 200 000 morts du côté irakien et bien plus encore du côté iranien, et la déstabilisation durable de la région.

Aujourd'hui, les puissances de l'OTAN et la Russie se livrent à un bras-de-fer guerrier en Ukraine. Mais comme les États-Unis et leurs alliés ne veulent pas d'un affrontement direct, c'est le peuple ukrainien qui leur sert de chair à canon. Et les massacres qui se multiplient, les horreurs de la guerre leur servent de justification pour la poursuivre.

Pierre Laffitte



Johnson et Zelensky à Kiev, le 9 avril.



Cérémonie pour la mort d'un soldat russe en mars 2022.

Russie : "du sang et des larmes" pour la population

« La situation actuelle [de la Russie] pourrait être qualifiée sans aucun doute de la plus difficile depuis trois décennies. » « Jamais de telles sanctions n'avaient été utilisées, même aux heures les plus sombres de la guerre froide. » Ces affirmations émanant du Premier ministre russe, Michoustine, on ne saurait y voir des exagérations.

Le 7 avril, le même a déclaré qu'il fallait s'attendre « d'ici le mois de juin à une envolée du chômage ».

De mauvaises nouvelles n'arrivant jamais seules, ce même jour, le Kremlin reconnaissait enfin qu'en Ukraine « nous avons connu des pertes de soldats significatives, ce qui est une énorme tragédie pour nous ».

Malgré la censure, les arrestations et les condamnations, qui continuent, de ceux qui critiquent les fauteurs de guerre au pouvoir, la population voit revenir les cercueils des soldats tués en Ukraine. Même si le Kremlin ne les a pas chiffrées, ces pertes seraient de près d'un militaire sur quinze engagés sur le terrain.

Quant à la situation économique, elle ne cesse de se dégrader. Toutes les usines d'automobiles à capitaux étrangers sont à l'arrêt, de nombreuses entreprises à capitaux russes ne tournent plus qu'au ralenti. Le Premier ministre a annoncé que toute la hausse du Produit intérieur brut (PIB) serait absorbée par l'indemnisation des entreprises en berne ainsi que des travailleurs ayant perdu leur emploi. Et il est probable que cela ne suffira pas car, il l'a dit, la situation va empirer sur le plan du chômage. Alors le soudain semblant de franchise du pouvoir n'est rien d'autre qu'une façon de préparer l'opinion et les classes populaires aux sacrifices qu'il va exiger d'elles.

Dans un rapport sur la guerre, la Banque mondiale estime que ses conséquences

en termes de PIB, effroyables pour l'Ukraine (- 45,1 %), seront très dures en Russie (- 11,2 %). Et plus encore si la guerre s'enlise, ce qui semble se dessiner.

La presse économique russe et internationale a chiffré ce que les sanctions auraient fait perdre aux oligarques, ces magnats qui n'avaient jusqu'à présent cessé de s'enrichir en faisant preuve d'une loyauté absolue au régime. Selon le magazine *Forbes*, leur fortune a fondu de 42 % en un an. Les banques russes ont, elles, 200 milliards de dollars gelés du fait des sanctions.

Même ainsi, les nantis de Russie ont plus que de quoi voir venir. Mais ce qu'ils voient venir, ce sont de nouvelles vagues de sanctions, une guerre qui, en s'enlisant, entrave la marche de leurs affaires. Du coup, certains recommencent à regimber, tel Deripaska, le roi de l'aluminium, qui avait déjà froncé au début de la guerre. Il demande maintenant que l'on fasse toute la vérité sur les responsables de la tuerie de Boutcha. Il veut se dédouaner vis-à-vis des instances du monde impérialiste, quitte à critiquer ceux qui mènent cette guerre du côté russe et la façon dont ils la mènent.

Poutine procède à une valse des responsables à la tête de l'armée et des services de renseignement. En désignant des boucs émissaires, il veut donner le change. Combien de temps le pourra-t-il encore si cette guerre s'éternise ?

P. L.

Deux brochures sur l'Ukraine

• Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine.

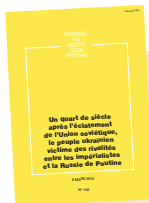
On peut consulter cet exposé sur notre site :

[https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/\[1\]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l](https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/[1]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l)

Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euro.

• La question ukrainienne de Léon Trotsky.

Prix : 1 euro - envoi contre deux timbres à 1,43 euro.



Mali: l'armée française a montré l'exemple des exactions

Fin mars, trois cents civils ont été assassinés dans une ville du centre du Mali. L'armée malienne et des mercenaires russes du groupe Wagner sont accusés d'avoir perpétré ces exactions. Les dirigeants français, eux aussi responsables de bien des crimes au Mali, crient au scandale.

L'armée française a mené au Mali des opérations militaires depuis 2013. Loin d'apporter la paix et de lutter contre le terrorisme, elle y a commis tant de crimes et de violences contre la population que celle-ci, fatiguée et en colère contre la domination française et son soutien sans faille aux dictateurs corrompus successifs, a fini par manifester contre la présence de l'ancienne puissance coloniale.

Cette situation a permis, en mai 2021, qu'une junte

militaire s'empare du pouvoir. Le nouveau dictateur, Assimi Goïta, et ses soudards n'ont rien à envier à leurs prédécesseurs en termes de corruption et d'oppression des populations. Mais, comme ils se targuent de refuser la tutelle de la France, cela suffit à leur donner un certain crédit dans la population.

Évidemment, ce changement de régime n'a pas mis fin à la présence de groupes djihadistes dans le nord du pays, ni aux violences que commettent les différents groupes

armés. La junte militaire en place a fait appel à des mercenaires russes pour, dit-elle, poursuivre la lutte contre les terroristes. C'était d'ailleurs une des raisons de la colère de Paris, qui ne pouvait supporter de voir ce pays considéré comme son pré carré passer sous la tutelle des Russes. Le gouvernement français a donc décidé d'en retirer ses troupes en février 2022. Il a aussi voulu punir la population, en imposant un blocus criminel, qui n'entame pas pour l'instant le soutien de celle-ci à ce nouveau régime militaire.

La population continue à payer le prix fort du chaos dans la région. Le dernier massacre en date, à Moura, le montre. Sous couvert de s'en prendre à des djihadistes, des



Militaire malien.

soldats maliens et des mercenaires russes ont exécuté durant plusieurs jours des centaines de civils, après avoir cadenassé la ville. Mais faire croire que ces crimes sont une exclusivité des mercenaires russes, comme le font les dirigeants français, est un mensonge.

La présence militaire française au Mali, et plus généralement en Afrique, s'est toujours accompagnée d'exactions contre les civils et de massacres. Son soutien aux dictatures a aussi toujours

laissé les mains libres aux soldats pour tuer, torturer, violer et piller, quand ce n'était pas directement les officiers français qui apprenaient aux soldats africains comment le faire.

Du Mali à la Centrafrique, en passant par le Rwanda, l'armée française laisse systématiquement une odeur de mort dans son sillage. Que cette odeur attire d'autres mercenaires n'enlève rien à son immense responsabilité dans la situation des populations.

Marion Ajar

Famine en Afrique: capitalistes affameurs

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), l'explosion des prix alimentaires, et plus particulièrement ceux des céréales, va provoquer d'ici le mois de juin une famine touchant plus de 38 millions de personnes dans les pays du Sahel.



La récolte du coton au Tchad.

En dix ans, la situation n'a jamais été aussi dramatique dans cette partie de l'Afrique, qui est pourtant en permanence ravagée par la faim et la misère. Pour beaucoup, la flambée des prix des céréales signifie une condamnation à mort, car presque tout leur budget sert à acheter du pain, du riz ou du maïs.

Cette hausse des prix est une conséquence directe de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, qui figurent parmi les principaux pays exportateurs de blé dans le monde. Mais elle n'est pas due à la pénurie de blé car, dans ces deux pays les récoltes ont bien été engrangées l'été dernier et en sont ensuite sorties. Elle est due à la spéculation sur les céréales à laquelle se

livrent actuellement les capitalistes. Dans un système basé sur le profit, les pires crimes sont permis, du moment qu'ils rapportent gros.

Cette flambée des prix a des conséquences d'autant plus catastrophiques pour les pays du Sahel qu'ils doivent acheter sur le marché mondial la plus grande partie des céréales, et plus généralement des produits alimentaires. Cette situation n'a rien de naturel, elle est imposée par la domination impérialiste depuis plus de 150 ans. Les paysans africains ont été contraints pendant la colonisation, principalement française au Sahel, à abandonner les cultures vivrières au profit de productions susceptibles d'être vendues sur le

marché mondial. Ce sont par exemple les gouvernements de la France républicaine qui ont en leur temps obligé les paysans tchadiens à cultiver du coton pour les usines textiles des capitalistes de la métropole et les paysans sénégalais à produire de l'arachide pour le trust Lesieur, au détriment du blé, du sorgho, etc., pour leur alimentation. Aujourd'hui, il n'y a même plus besoin des contraintes d'un gouvernement colonial. Celles du marché mondial, dont les prix sont fixés dans les Bourses des pays riches, suffisent.

Si le capitalisme tue par la guerre, il tue aussi par la spéculation et la course au profit.

Arnaud Louvet

Bolloré Africa Logistics: la poule aux œufs d'or

Le 31 mars, a eu lieu la vente des activités portuaires et logistiques en Afrique du groupe Bolloré à un autre géant du secteur, pour un montant de 5,7 milliards d'euros.

C'est l'équivalent de presque quatre fois le budget annuel de l'Éducation de la Côte d'Ivoire. Et ce n'est encore que la partie émergée de ce que Bolloré a gagné avec sa filiale Africa Logistics. C'est au début des années 1980 que ce capitaliste spécialisé dans le papier a investi en Afrique, à la faveur de privatisations

d'installations portuaires. Aujourd'hui, elle est considérée comme l'activité la plus rentable du groupe, à l'ombre des dictatures protégées par l'armée française. Les profits issus du travail de plus de vingt mille salariés qui chargent et déchargent des marchandises dans 42 ports d'Afrique et les transportent

par camions appartenant à Bolloré ou en utilisant trois concessions ferroviaires, sont allés dans la poche de Bolloré père et fils. Ils s'en sont servis pour mettre la main sur l'agence de publicité Havas, la chaîne CNews, Hachette, des groupes de presse.

Le repreneur, MCS (Mediterranean Shipping Company), est un groupe basé en Suisse appartenant à une famille italienne qui dispose déjà d'une flotte

de 560 navires et plus de 100 000 employés, avec la gestion de terminaux à Singapour, à Long Beach en Californie et à Rotterdam. Le rachat de Bolloré Africa Logistics permettra de relier ce réseau aux terminaux africains et, de là, à l'intérieur du continent. MCS a les moyens d'une telle acquisition grâce aux profits faramineux qu'il réalise en participant, comme ses concurrents, à la flambée des

prix du transport maritime et aux tensions sur la chaîne d'approvisionnement.

Tous ces groupes ont une part de responsabilité dans la famine qui s'annonce en Afrique. La solution serait de les exproprier pour que leurs puissants moyens de stockage et de transport, maritimes et terrestres, servent à acheminer des biens de première nécessité là où ils manquent cruellement.

Jean Sanday

Europe : l'inflation menace les classes populaires

Début avril, les organismes officiels relevaient déjà une hausse des prix pour les douze derniers mois de 7,4 % pour toute la zone euro.

L'escalade générale des prix a commencé en fait dès 2021, bien avant le déclenchement de la guerre en Ukraine. Ainsi, en septembre 2021, les industriels allemands parlaient d'une augmentation de 14,2 % de leurs coûts de production par rapport à l'année 2020. En Italie, en mars 2022, le taux d'inflation, selon les indices officiels qui, là comme partout, peuvent prendre une certaine liberté avec la réalité, se montait à 6,7 % sur un an. En Espagne, il

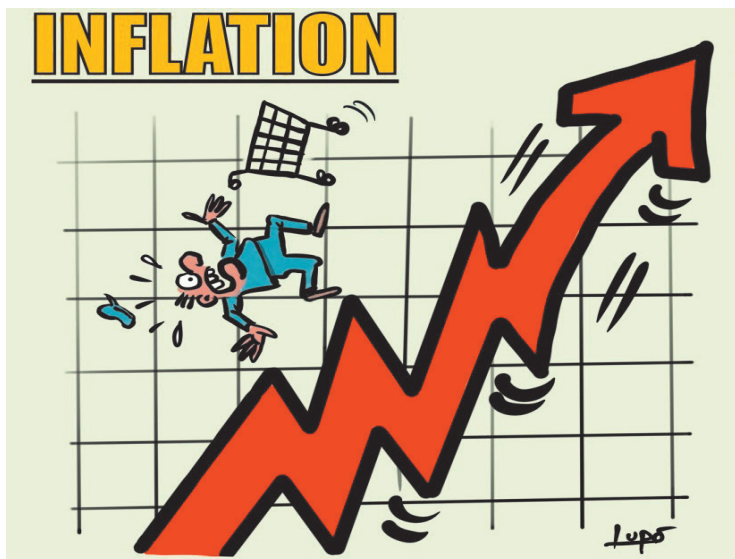
se montait à 9,8 %, et en Allemagne à 7,6 %. Si pour la France il n'était « que » de 4,5 %, les prix étaient lancés dans une croissance rapide qui ne pourra que continuer, car l'essentiel des échanges se font au sein de la zone euro.

Aucun secteur de l'économie n'est épargné, l'agriculture pas plus que l'industrie, le bâtiment pas plus que l'industrie métallurgique ou chimique. On ne peut croire les prévisionnistes économiques qui, tels les mages

du Moyen Âge, prédisent que tout devrait s'arranger en 2023. En fait, l'économie entre en dépression, les prévisions de mises à l'arrêt des usines, des chantiers, voire leur fermeture, se multiplient dans tous les secteurs. Le taux de rentabilité et les profits générés par l'exploitation, non seulement ne sont pas en chute libre mais ont allègrement augmenté pendant toute la dernière période. Cela signifie que la bourgeoisie fait payer à la classe ouvrière les frais de la situation à travers le blocage des salaires, voire leur baisse, et l'aggravation des conditions de travail.

La classe capitaliste européenne unifie ainsi le sort des travailleurs. Aucun indice sérieux de reprise n'est là, bien au contraire, et cette hausse des prix continue pourrait encore exploser dans l'avenir. Les capitalistes se préparent à y faire face en s'attaquant aux travailleurs et aux classes populaires, pour garantir sur leur dos la préservation de leurs profits. Face aux mêmes trusts, aux mêmes politiques gouvernementales, les travailleurs devront s'unir pour imposer leur droit à la vie.

Paul Sorel



Grèce : grève contre la vie chère

Le 6 avril, en Grèce, une grève générale a paralysé l'économie, en particulier les services publics, pour protester contre la hausse du coût de la vie. Dix mille manifestants à Athènes, 9 000 à Thessalonique, la deuxième ville du pays, ont défilé aux cris de « *Hausse des prix, pauvreté, inégalités, augmentez les salaires* ».

La mobilisation a aussi touché d'autres villes, à l'appel des syndicats du privé (GSEE), du public (Adedy) et de PAME, lié au Parti communiste, dont les militants dénoncent également l'adhésion du gouvernement grec à la politique de l'OTAN dans la guerre russo-ukrainienne.

La hausse du coût de la vie est en effet catastrophique. Officiellement, de mars 2021 à mars 2022, l'inflation atteint presque 9%. Mais, sur la même période, certains prix ont littéralement crevé les plafonds : 79 % de hausse pour l'électricité, 68 % pour

le gaz, 58 % pour le fioul de chauffage. Dans l'alimentaire, on compte 20 % de plus pour l'huile, 7 à 8 % pour les fruits, le pain, le lait, 6,5 % pour la viande. Tous ces produits tiennent dans le budget des travailleurs une part bien plus importante que les statistiques gouvernementales ne le reconnaissent.

Après douze ans de crise sous différents gouvernements, le chômage a officiellement diminué de moitié, mais grâce à des contrats courts et à mi-temps. Un salarié du privé sur deux gagne moins de 800 euros brut par mois. Dans le

public, les travailleurs qui ont vu leur salaire baisser de 30 % dans les années 2010 n'ont pas eu de revalorisation. Plus de 400 000 jeunes ont quitté le pays, fuyant les bas salaires, les conditions de travail dégradées dénoncées par le syndicat GSEE, en particulier dans l'industrie, où les accidents du travail graves sont de plus en plus fréquents. Deux mille soignants ont été licenciés et les hôpitaux sont dans un état lamentable. De nombreux travailleurs ont deux emplois pour boucler les fins de mois.

Depuis 2010, les retraites ont subi vingt-sept diminutions successives. Avoir perdu le tiers de sa pension n'est pas une exception et beaucoup de travailleurs, dont des retraités, sont réduits à la soupe populaire.

Le gouvernement très à

Engrais : les spéculateurs tuent déjà

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, des famines se préparent, dues aux hausses des prix des céréales. Mais ces famines vont être considérablement aggravées par les hausses des prix des engrais, qui entraînent déjà l'effondrement de la production locale de blé et de maïs.

La fabrication des engrais azotés nécessite beaucoup de gaz, et l'envol de son prix se répercute sur ceux des engrais. De ce point de vue, la guerre en Ukraine a eu un double effet. Car la Russie, en plus d'être un des plus importants fournisseurs de gaz au monde, en est un aussi pour les engrais.

Ensuite, les groupes internationaux, comme le géant norvégien Yara International, ont fait le choix de réduire leur production à cause des coûts d'approvisionnement en gaz, ce qui a encore fait monter les prix. La spéculation, qui s'immisce vraiment partout, s'est engouffrée dans ce secteur aussi. Au point qu'aujourd'hui le niveau des prix est si élevé que même les producteurs d'engrais africains, notamment nigériens, préfèrent profiter de l'aubaine pour exporter leur production au

Brésil et en Europe plutôt que de l'écouler sur leur propre continent.

Déjà, l'an dernier, la production de céréales avait chuté dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest à cause des difficultés d'importation des engrais. Là où cela a été le plus dramatique, c'est au Niger (-36 %) et en Mauritanie (-18 %). Cette année, cela risque d'être bien pire. Tous ces pays vont être coincés entre, d'un côté, une production céréalière locale catastrophique et, de l'autre, des prix internationaux des céréales exorbitants.

Les caméras de télévision sont actuellement braquées sur les champs de bataille d'Ukraine où se déroulent des atrocités, c'est certain. Mais quand montreront-elles les ravages causés par l'ordre impérialiste partout ailleurs ?

Pierre Royan

droite de Mitsotakis a annoncé des aides sociales pour les plus démunis, inspiré sans doute par la perspective des élections législatives de l'année prochaine. Mais toute sa politique consiste à servir les capitalistes grecs ou étrangers, aux dépens des travailleurs sommés de payer une dette perpétuelle aux

créanciers européens ou américains.

Quant aux récents achats d'armes, frégates et Rafale français par exemple, ils vont creuser un peu plus le trou du budget. Pas de quoi rassurer la population, dans un contexte de guerre où la Grèce est un des avant-postes de l'OTAN.

Sylvie Maréchal



Grève du 6 avril 2022 à Athènes contre l'austérité.

Chlordécone : vers un non-lieu révoltant mais pas surprenant

Le 25 mars, les juges d'instruction du tribunal judiciaire de Paris déclaraient la fin des investigations dans l'enquête sur l'empoisonnement au chlordécone en Martinique et Guadeloupe. Il n'y aura pas de mise en examen et l'affaire s'oriente vers un non-lieu.

En avril 2021 déjà, le procureur déclarait que les faits étaient prescrits, depuis même le dépôt de la plainte en 2006. Ce pesticide a été interdit en France en 1989, dix ans après son classement comme potentiellement cancérogène. Par dérogation, il a continué à être employé dans les bananeraies de Martinique et Guadeloupe jusqu'en 1993. Des stocks importants ont vraisemblablement été utilisés par la suite.

L'empoisonnement au chlordécone cause, entre autres maladies, plusieurs types de cancers. Aux Antilles, le taux de cancer de la prostate est un des plus élevés au monde. Les plus touchés sont les ouvriers agricoles de la banane : 90 % de la population adulte sont contaminés à divers degrés.

Une partie de la population continue à se mobiliser pour dénoncer les

responsables et exiger que les terres contaminées soient dépolluées. Alors que les empoisonneurs, l'État et les gros planteurs principalement békés bénéficieront probablement d'un non-lieu, des manifestants ont été arrêtés, deux d'entre eux sont emprisonnés.

La reconnaissance du cancer de la prostate comme maladie professionnelle pour les personnes exposées est une première victoire partielle. Mais par définition elle ne concerne que les hommes.

Or, un grand nombre d'ouvrières agricoles qui ont répandu du chlordécone sont elles aussi victimes de



Rassemblement contre le chlordécone à Fort-de-France, le 27 février.

cancers et bien des hommes connaissent aussi des cancers autres que celui de la prostate. Il faut encore se battre pour élargir la reconnaissance en maladie professionnelle.

Alors que les pollueurs ne seront même pas poursuivis,

ce serait d'abord à eux de financer les 3,2 milliards nécessaires à la dépollution des terres. Tous les malades doivent être pris en charge et indemnisés. La lutte pour l'imposer devra continuer.

Marie-Céline Deshauteurs

Nièvre : un département à zéro maternité

Depuis lundi 11 avril, il n'est plus possible d'accoucher à Nevers. Il n'y a plus assez de sages-femmes à la maternité. Depuis une semaine, il n'y avait plus que deux sages-femmes la journée et deux la nuit au lieu de quatre la journée et trois la nuit. Mais il y a eu d'autres arrêts maladie et la maternité a fermé.

Pour les futures mères, c'est l'incertitude. Elles devront aller dans d'autres maternités à plusieurs dizaines de kilomètres, mais pour l'instant, elles ne sont pas informées de leurs futures destinations. Les mères qui viennent d'accoucher ne peuvent pas rester à la maternité et sont transférées ailleurs, parfois au dernier moment et sans savoir où elles vont aller.

Cela fait des mois que les sages-femmes manifestent et interpellent la direction du centre hospitalier de Nevers pour dire qu'elles ne sont pas assez nombreuses et que le travail qui retombe sur celles qui restent entraîne inévitablement des arrêts

maladie et des démissions.

Il y a vingt ans, le département comptait quatre maternités : Clamecy, Decize, Cosne-sur-Loire et Nevers. Elles ont fermé les unes après les autres toujours pour les mêmes raisons : manque de personnel. La désertification médicale dans le département s'aggrave régulièrement. Dans deux petits hôpitaux du département, La Charité-sur-Loire et Château-Chinon, les services de médecine viennent de fermer par manque de médecins et d'infirmières.

Manifestement, les autorités se moquent de la santé publique, dans la Nièvre comme ailleurs. Pourtant

les revendications des soignants et en particulier des sages-femmes sont bien connues, elles demandent que leur métier soit reconnu et des augmentations de salaire. Elles demandent aussi que de nouvelles sages-femmes soient formées. L'État a toujours méprisé leurs revendications.

Ce serait pourtant à elles de décider de ce qui est le mieux pour le fonctionnement des maternités où elles travaillent, mais la santé n'est pas organisée en fonction des intérêts des patients et du personnel. Elle est traitée comme si c'était un secteur économique comme un autre, qui doit d'abord rapporter, ce qui condamne les petites structures considérées comme non rentables.

Ce sont ceux qui travaillent dans la santé qui devraient la diriger, et tous ces problèmes de manque de personnel pourraient disparaître!

Correspondant LO

Air France - Roissy : les travailleurs de KS en grève

Dans la zone aéroportuaire de Roissy, au service d'Air France appelé KS (entretien du matériel de piste), la direction locale a décidé de regrouper deux ateliers en un seul. Si elle a transféré du matériel d'un atelier vers celui de la piste, le personnel, lui, n'a pas suivi.



Le résultat est que la charge de travail a augmenté, les interventions se font avec du matériel en mauvais état et que, de plus, il faut de 20 à 40 minutes entre le site d'entretien et les pistes pour aller y faire un dépannage.

La direction a, à maintes reprises, fait la sourde oreille devant les demandes d'amélioration des conditions de travail et d'obtention d'une PNA (prime de non accident de près de 60 euros mensuels qui devrait être attribuée à ceux qui font beaucoup d'allers-retours en véhicule sur les pistes).

Les travailleurs ont donc décidé de se mettre en grève lundi 11 et mardi 12 avril, et un préavis de grève a été posé pour après les vacances de Pâques. Dès lundi 11, un piquet de grève tenu par une quarantaine d'agents s'est mis en place devant l'entrée du service, et si la bonne ambiance régnait, la détermination à ne pas se laisser endormir par

les palabres du chef de site régnait aussi. À la demande des travailleurs, Nathalie Arthaud leur a rendu visite accompagnée de Jean-Pierre Mercier pour leur apporter son soutien.

L'accueil a été chaleureux, les différentes prises de parole appréciées par tous, et c'est autour d'un café chaud que les discussions se sont prolongées sur la nécessité d'élargir les luttes à venir et de rassembler le camp des travailleurs. Au lendemain même du premier tour des élections présidentielles, ce n'était pas celles-ci qui se trouvaient au centre des préoccupations : les discussions portaient bien plus sur le manque de bras, le mépris des attentes des travailleurs et bien sûr le manque de rallonge sur la feuille de paie.

Trop de boulot, pas assez de sous sur la feuille de paie, de quoi se mettre en colère et en grève. Un exemple à suivre.

Correspondant LO

Retraite : une baisse pour une hausse

À la suite de la dernière revalorisation de 1,1 % décidée en février, un million de retraités ont vu leur retraite baisser. Certains ont perdu 40 euros, des ménages parfois 60 euros...

Il existe quatre taux

de CSG sur les pensions de retraite, allant de 0 % à 8,3 % et calculés en fonction de la composition du ménage et du revenu fiscal de référence.

Lorsque celui-ci augmente deux années de suite, la hausse du taux de

CSG s'applique et entraîne finalement une baisse de revenu.

De quoi être en colère alors que l'inflation remonte et que la revalorisation des pensions est de toute façon insuffisante!

Inès Rabah

EPSM – Le Mans : les plans blancs n'ont plus rien d'exceptionnel !

Vendredi 8 avril, une centaine de salariés de l'EPSM (Établissement public de santé mentale) du Mans se sont rassemblés devant l'entrée principale de l'hôpital, à l'initiative de médecins. Ils dénoncent la situation de crise qui touche leur hôpital.



Fin mars, jusqu'à une quarantaine de patients psy étaient en attente d'hospitalisation vers l'EPSM. Certains ont dû rester dans un couloir aux Urgences de l'hôpital du Mans. Ils ont fini par être admis en catastrophe dans des salles de télévision et des bureaux de consultation transformés en chambres, dans des services

de l'EPSM déjà pleins; des conditions d'accueil inadmissibles sans aucun personnel supplémentaire.

Les médecins dénoncent le recours à un deuxième plan blanc en cinq mois, puisqu'une crise similaire avait déjà éclaté en octobre 2021, ainsi que la fuite massive de soignants et de psychiatres. Les réorganisa-

tions de la prise en charge des patients se succèdent depuis dix ans et ne règlent pas les problèmes. La direction de l'EPSM reconnaît elle-même qu'il manque vingt postes de médecins et quarante d'infirmiers. Elle a encouragé cette action, tout en avançant la mise en place d'une nouvelle organisation qui, dans la situation, consiste surtout à répartir la misère et à envoyer le personnel soignant d'une unité à une autre pour tenter de colmater les brèches liées au sous-effectif global.

Alors, des soignants ont profité de cet appel pour venir au rassemblement exprimer leur propre mécontentement face au manque de personnel et de moyens, et pour refuser la nouvelle restructuration de la direction dont ils paieront les conséquences. Et ce sont bien ces revendications qu'il faut mettre en avant et faire aboutir.

Correspondant LO

Les Urgences de la Sarthe saturées

Vendredi 8 avril, les directions de quatre établissements hospitaliers de la Sarthe, dont celles du Centre hospitalier du Mans (CHM) et de l'EPSM (Établissement public de santé mentale), où un rassemblement était prévu le même jour, ont organisé une conférence de presse pour indiquer que, « face aux Urgences saturées dans le département, elles cherchent des solutions. »

Une partie des Urgences des hôpitaux des plus petites villes du département ferment régulièrement un jour, une nuit ou plus, faute de médecins ou de soignants en nombre suffisant, et la plupart des patients doivent être redirigés vers celles de l'hôpital du Mans qui, sans moyens supplémentaires, finissent par saturer.

Ainsi, pour pallier les manques, 15 à 20 % des opérations ont été

déprogrammées, selon les spécialités. La dernière semaine de mars, une vingtaine de patients du CHM ont même dû être transférés vers d'autres départements moins touchés. Tout cela s'appuie sur le dévouement du personnel, qui doit multiplier les heures supplémentaires.

Chirurgiens et soignants alertent sur le fait que cela ne peut plus durer ! Les directions reconnaissent elles-mêmes que le personnel manque partout, soit plus de 200 soignants sur leurs quatre établissements, mais elles ne mettent même pas en avant l'idée qu'il faudrait embaucher. Les solutions ne sont pas à chercher bien loin : c'est d'un plan de recrutement massif que les Urgences ont besoin, comme tous les autres secteurs de la santé.

Correspondant LO

Enfance Catalane – Perpignan : grève de l'aide à domicile

Les salariés d'Enfance Catalane, une des associations de l'aide à domicile, étaient appelés à la grève les 6 et 7 avril.

L'aide à domicile, ce sont beaucoup de petites structures associatives qui emploient essentiellement des femmes à temps partiel, mal payées et précaires. L'Enfance Catalane emploie 200 salariés, dont 70 dans le secteur de l'aide à domicile auprès des personnes âgées, handicapées et des familles. Elle est financée par le conseil départemental, les mutuelles et la Caisse d'allocations familiales. Dans la convention collective en vigueur, le remboursement des frais kilométriques est fixé à 0,35 euro le kilomètre depuis 2008. Le prix du carburant ne cessant d'augmenter, les travailleurs revendiquent donc 0,80 euro le kilomètre ainsi que la prise en compte de toutes les inter-vacations au réel. Les patrons pleurent de ne pas trouver de personnel, mais qui a envie de payer

pour travailler ? Les aides à domicile utilisent leur véhicule personnel pour intervenir auprès des bénéficiaires. Il n'est pas possible de continuer ainsi !

Pendant les semaines précédant la grève à l'Enfance Catalane, des discussions, des assemblées générales ont envisagé des actions collectives pour se faire entendre. En l'absence de réponse concrète de la direction, la grève a été décidée pour les services d'aide à la personne et chez les techniciens de l'intervention sociale et familiale.

Près de trente grévistes se sont rendus au siège, avec les encouragements du personnel administratif, mais le directeur général et le président étaient dans la nature. Au conseil départemental, de gauche, tous les politiques étaient également absents !

Une partie des grévistes, retournés au conseil départemental le lendemain, ont finalement été reçus par une élue PCF et un technocrate. Employeurs, État, conseil départemental se renvoient tous la balle : personne ne veut payer. Tous disent ne pas en avoir les moyens. Mais les travailleurs savent bien que de l'argent il y en a, et que ces gestionnaires de gauche mentent. Ils affirment

qu'ils sont du côté des salariés, mais en réalité ils ont les mêmes comportements que les patrons du CAC 40, méprisant les travailleurs et leurs conditions de travail.

Pour certains, c'était la première grève et ils en sont ressortis plus forts, contents d'avoir participé, encouragés par leurs familles. En deux journées ils ont appris beaucoup. La lutte n'est pas terminée et certains

réfléchissent à d'autres moyens d'actions : aller travailler en bus par exemple, ce qui rallongerait forcément les délais entre deux interventions, mais surtout continuer de s'adresser aux travailleurs des autres associations du département pour leur proposer des assemblées générales. Car pour gagner, il faudra une lutte massive !

Correspondant LO



Disneyland a 30 ans : la queue du Mickey pour les actionnaires

Mardi 12 avril, Disneyland Paris a fêté le trentième anniversaire de son installation à Marne-la-Vallée, une « collaboration public-privé inédite » s'est félicité le journal patronal L'Usine Nouvelle.

Comme pour toute collaboration de ce genre, il s'agit d'abord et avant tout d'investissements publics et de profits privés. Ainsi, en 1987 pour le premier parc comme en 1999 pour le second, les gouvernements ont multiplié les cadeaux : prêts de plusieurs milliards de francs à taux réduits, investissements de près de 700 millions d'euros pour la création de trois gares, deux de RER, une autre de TGV, une liaison Eurostar, un boulevard circulaire, un échangeur autoroutier, sans compter les dizaines de millions d'euros consacrés au développement de la zone urbaine autour du site.

Tout cela n'a pas empêché Disneyland Paris d'annoncer des déficits pendant

des années. Ces déficits opportuns permettaient à l'entreprise de ne pas payer d'impôts et de toucher des dizaines de millions d'euros de crédit d'impôt compétitivité emploi quand ce dispositif est entré en application, tout en versant, grâce à une structure financière complexe, des centaines de millions d'euros de royalties et d'intérêts à la maison mère, la TWDC (The Walt Disney Company). Ces déficits, fabriqués sur mesure et qui servaient aussi de prétexte pour faire pression sur les salaires des 16 000 travailleurs exploités sur le site, n'ont donc jamais réellement mis en danger la pérennité des installations.

Aujourd'hui, Disney compte non seulement deux

parcs, une zone de divertissement, sept hôtels, deux centres de congrès, un golf, mais assure aussi la gestion du foncier de toute l'agglomération Val-d'État. Une surface de 2 230 hectares aujourd'hui seulement à moitié urbanisée. Cette maîtrise de l'espace autour des parcs était inscrite dans la convention signée en 1987 avec l'État. Un établissement public d'aménagement, Epafrance, exproprie les agriculteurs encore présents, cède les terrains à Disney, qui les utilise ou les revend à des entreprises attirées par les infrastructures financées par l'État et par des taxes locales avantageuses.

Disney n'est donc pas près de laisser tomber cette mine d'or. En 2018, l'entreprise a annoncé l'extension de ses parcs et de nouveaux investissements de deux milliards d'euros d'ici

2025. Pendant le Covid, elle a pourtant fait supporter la fermeture aux travailleurs, en en licenciant un millier. Les nouvelles activités annoncées, associées à

l'exploitation du foncier de l'agglomération, promettent de copieuses bénéfices. Pour les actionnaires, c'est bien un véritable conte de fées.

Serge Benham

Facteurs d'Ingré et Fleury : du ras-le-bol à la grève



Les facteurs au piquet de grève.

Contre les conditions de travail insupportables dues au manque de personnel, les facteurs d'Ingré, à l'ouest d'Orléans, ont fait grève deux jours les 5 et 6 avril.

Depuis la réorganisation de septembre 2021, les tournées ont été encore rallongées. Quand elles ne sont pas assurées, les facteurs doivent en faire des portions en plus de la leur, ce qui les fait finir après l'heure. Le mépris affiché par la direction a aussi alimenté leur mécontentement mais, lorsqu'un facteur précaire a été mis en fin de contrat alors qu'au même moment le personnel manquait pour des tournées, cela a mis le feu aux poudres.

La directrice du centre,

venue au piquet de grève, était outrée que les grévistes choisissent eux-mêmes l'heure à laquelle ils la rencontreraient. Comme elle disait que sa priorité était la distribution des plis électoraux, l'un d'eux a répondu que maintenant elle se retrouvait face à une grève, et que la priorité des grévistes, c'est leurs conditions de travail.

Apprenant que leurs camarades d'Ingré étaient en grève, ceux de Fleury, au nord d'Orléans, qui connaissent les mêmes problèmes, s'y sont mis à leur tour et sept d'entre eux les ont rejoints au piquet de grève. L'accueil était enthousiaste et les retrouvailles émouvantes, plus d'un étant passé par l'un et

l'autre centre. Les voitures remplies de directeurs venus de deux départements pour tenter de distribuer les plis électoraux, elles, étaient accueillies sous les rires et les moqueries.

Au bout de deux jours, les facteurs d'Ingré ont obtenu des renforts sur certaines journées, et l'allègement de certaines tournées. Quant à leurs camarades fleurysois, à qui la direction n'avait rien cédé, ils ont mis un point d'honneur à continuer la grève jusqu'à la fin de la semaine. Comme tous l'ont compris, pour être plus forts, il leur faut surmonter le cloisonnement que La Poste s'efforce d'élever entre les postiers des différents centres.

Correspondant LO

Omexom - Montélimar : contre le recul des conditions de travail

Les travailleurs d'Omexom à Montélimar installent des postes électriques haute tension pour une filiale de Vinci, richissime numéro 1 français du BTP.

Ils font face à la remise en cause de certains droits d'usage, comme la journée de travail fixée à un maximum de 10 heures qui incluait le temps de trajet, et à la dégradation de leurs conditions de travail : au travail pénible s'ajoutent le sous-effectif permanent, la pression pour travailler toujours plus et plus vite, les salaires insuffisants...

À l'appel de la CFDT, la trentaine de travailleurs du chantier et certains du bureau d'études se sont mis en grève le lundi

4 avril, du jamais vu depuis trente ans sur ce site. Le lendemain, la direction les a fait attendre deux heures avant de s'engager sur quelques points, mais a refusé de leur payer ces deux heures ! Cette provocation les a déterminés à faire une deuxième journée de grève complète.

Les travailleurs d'Omexom se sont fait respecter, puisque la direction a finalement reculé sur les temps de trajet et s'engage à revaloriser les indemnités kilométriques.

Correspondant LO

Ville de Paris : justice pour Moussa !

Environ 150 personnes se sont rassemblées mercredi 6 avril devant le centre d'action sociale du 20^e arrondissement de la ville de Paris (CASVP), à l'appel de la CGT et de l'ensemble des syndicats, pour demander des comptes suite à la mort d'un salarié.

Tombé le 21 février d'une hauteur de 5 mètres en nettoyant une vitre du CASVP, Moussa est décédé le 5 mars. Les premiers éléments d'information semblent indiquer qu'il n'avait ni les équipements de sécurité ni la formation requise pour ce travail dangereux. Les syndicats du CASVP ont voté pour qu'il y ait une enquête du comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) afin de faire la lumière sur cet accident.

Ce qui est certain est que la recherche d'économies par la Ville de Paris lui a fait choisir une société de sous-traitance, en

l'occurrence Maintenance Industrie, qui a réalisé plus de 463 000 euros de bénéfices en 2020, pour un chiffre d'affaires de 18 millions d'euros. On a découvert que cette société, pour tenter de se dédouaner, a poussé le vice jusqu'à modifier la qualification de Moussa le mois de l'accident du travail, le faisant passer d'agent de service 1^{er} échelon à agent qualifié de service 3^e échelon, qualification obligatoire pour le nettoyage de vitres à l'extérieur et en hauteur.

Les membres de la famille, des agents du CASVP, des salariés du nettoyage d'autres entreprises, avec le soutien de militants du quartier, ont manifesté jusqu'au siège de Maintenance Industrie, pour dénoncer ce recours à la sous-traitance de la Ville et demander justice pour Moussa.

Correspondant LO

La Redoute Quai 30 – Wattrelos : les travailleurs ne se laissent pas faire

À Quai 30, l'usine d'expédition des colis de La Redoute, la direction a décidé de mettre fin aux mesures mises en place au moment de la pandémie.

L'usine n'a jamais cessé de tourner. Mais on est loin des applaudissements des cadres dirigeants sur les écrans de télévision intérieure pour féliciter les « héros du quotidien » de Quai 30!

Lundi 28 mars au matin, les nouvelles mesures sont apparues si vexatoires qu'une pétition a été massivement signée en quelques heures pour les revendications suivantes : maintien des tables de pause dans les ateliers, contre les vestiaires obligatoires, que les portiques soient rouverts pour aller aux toilettes, suppression de la demande de « badges pipi » à la hiérarchie, et le droit d'utiliser son propre sac plastique transparent.

Cette dernière mesure est particulièrement choquante ! En effet la direction

impose l'utilisation d'un sac en plastique transparent pour mettre ses affaires. Ainsi, les travailleurs qui font le travail le plus dur sont soupçonnés d'être des voleurs potentiels. La direction voulait même imposer son sac standard. De quoi exiger un « sac transparent » sur les profits qui ont explosé pendant la pandémie et que la direction cache dans ses comptes !

Pour aller porter la pétition dans la même matinée, un débrayage d'une trentaine de salariés a été organisé. Aucune réponse n'a été apportée sur le moment, mais les tables dans les ateliers sont restées, les vestiaires restent accessibles au volontariat et les sacs transparents personnels ont été admis. Reste à obtenir le libre accès aux toilettes !

L'équipe week-end d'après-midi a quant à elle montré qu'elle n'acceptait pas de se laisser démolir la santé. Dimanche 3 avril, 31 salariés sur 39 ont débrayé. Il n'était pas question d'accepter d'être envoyés plusieurs fois de suite aux postes les plus pénibles, comme le picking ou la mise en bac, pendant les trois jours de travail consécutifs.

Réunis en chantant devant le bureau du responsable d'exploitation, qui refusait de venir s'expliquer, les travailleurs l'ont obligé à sortir de sa tanière. Fanfaron, il prétendait avoir le droit de faire ce qu'il voulait. Sous la pluie des arguments qui fusaient de partout, il s'est soudain enfui. Il a été retrouvé et suivi jusqu'au poste des Retours par un cortège qui chantait toujours. La décision a été prise de suspendre ce débrayage réussi. Un vote a eu lieu pour



LSA COMMERCE CONNECTE

demander des comptes au chef, le vendredi suivant, si son cinéma continuait.

Plus de la moitié des salariés, pour bien marquer le coup, ont décidé de repartir chez eux, pour terminer en beauté ce dimanche

mouvementé. Finalement, vendredi 8 avril, les plannings étaient corrects. Et des intérimaires sont venus renforcer l'équipe.

La force des travailleurs, c'est bien la grève !

Correspondant LO

Dassault Aviation : un bon échauffement

L'arrêt du conflit, commencé début décembre chez Dassault, a été voté le 7 avril lors d'un scrutin à bulletins secrets par les grévistes.

	POUR	CONTRE
POITIERS	33	14
TIARTIGNAS	110	25
BIARRITZ	132	210
ST CLOUD	17	9
MERIGNAC	133	15
SECLIN	41	1
ARGONAY	120	11
ARGENTEUIL	124	56
TOTAL	710	342

Le résultat du vote des grévistes.

Le vote a été organisé sur sept sites par les syndicats CGT, CFDT et FO.

Sur 1 052 votants, un tiers ont néanmoins voté pour continuer la lutte, les travailleurs de l'usine de Biarritz votant quant à eux majoritairement pour continuer. Ce vote répondait au souhait des syndicats et de la direction générale de trouver un accord. La revendication initiale des travailleurs était de 200 euros net d'augmentation. La CGT la réduisit rapidement à 200 euros brut, puis à 160 euros brut, chiffre

correspondant finalement miraculeusement aux propositions bricolées par la direction générale lors d'une dernière entrevue. Pour assurer le coup, celle-ci s'engageait même à payer 80 % des heures de grève ainsi qu'à annuler toutes les sanctions.

L'entreprise ayant largement de quoi payer les 200 euros net revendiqués par les travailleurs, Dassault voulait surtout faire la démonstration que les travailleurs ne peuvent rien lui imposer, et là c'est un peu raté. Il a dû reculer, même

si cela demeure à une petite échelle du fait de débrayages limités qui n'ont touché qu'une partie des travailleurs

Alors que le carnet de commandes est plein à ras bord, Dassault entend bien remettre rapidement tout le monde au boulot, en évitant que les salariés qui ont pu prendre conscience de leur force ne remettent ça trop rapidement. Mais, même après quatre mois de conflit, le scrutin a souligné qu'une partie d'entre eux n'entendaient pas lâcher.

Correspondant LO

Travailleurs sans papiers : toujours en lutte pour la régularisation

Près de 300 travailleurs sans papiers de RSI à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, de DPD au Coudray-Montceaux, dans l'Essonne, et de Chronopost à Alfortville, dans le Val-de-Marne, continuent leur grève entamée pour certains fin octobre 2021. Ils réclament leur régularisation.

À RSI Gennevilliers, la lutte leur a permis d'obtenir du patron les documents nécessaires. Mais, après des mois sans réponse, la

préfecture n'envisage l'examen de certains dossiers que de façon très restrictive. Pour Chronopost Alfortville, il n'y a rien. À DPD Coudray-Montceaux, l'inspection du travail venue sur le site a reconnu que 62 grévistes du piquet y avaient bien travaillé, et a rédigé un rapport accablant pour La Poste et Derichebourg. Au bout de plusieurs mois, la préfecture ne propose d'examiner le dossier que pour six d'entre eux !

La complicité entre les patrons, publics ou privés, et l'État est totale pour maintenir cette situation. La direction de DPD a obtenu un jugement du tribunal pour l'évacuation des grévistes du site. Ceux-ci ont alors fait le piquet de grève à l'extérieur, mais la mairie et la préfecture l'ont fait évacuer. Maintenant, la mairie a interdit par un arrêté toute manifestation des sans-papiers sur la commune pour des motifs

empreints de racisme : « Considérant que la question des sans-papiers suscite un vif débat au sein de la société, exacerbé dans la période électorale en cours, le vote des électeurs coudrayens pourrait en être influencé. »

Les travailleurs sans papiers se heurtent à un système qui prive une partie de la classe ouvrière de tout droit. Mais, comme ils le disent eux-mêmes, « les grévistes sans papiers sont

décidés à ne plus subir, à ne plus se taire ! » Leur solidarité et leur détermination sont un encouragement pour tous les prétendus « invisibles » à relever la tête et exiger la reconnaissance de leurs droits. Ils doivent avoir la pleine solidarité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, car une victoire des plus précaires sera une victoire pour toutes et tous.

Correspondant LO

Amazon : la grève touche tous les entrepôts

« Le patron va dans l'espace, les ouvriers mangent des pâtes » : c'est ainsi qu'un travailleur d'Amazon résumait ses raisons de faire grève, sur le piquet du site de Boves, près d'Amiens. Depuis le 1^{er} avril, des grèves, des débrayages et des piquets filtrant les entrées et sorties de camions touchent les huit sites de distribution Amazon France.

À l'annonce des 3 % d'augmentation proposés par la direction dans le cadre des négociations annuelles, plusieurs dizaines de travailleurs de l'entrepôt de Saran dans le Loiret, qui compte 2 200 salariés, ont débrayé spontanément. Une intersyndicale a ensuite

appelé à la grève et sur l'ensemble des sites, plus d'un millier de travailleurs ont débrayé entre le dimanche 3 et le mardi 5 avril.

À Boves, près d'Amiens, les travailleurs étaient toujours mobilisés jeudi 7 avril, où plusieurs dizaines de grévistes se sont retrouvés



Lors d'une grève précédente à l'entrepôt de Saran, dans le Loiret.

au piquet de grève. Dans les discussions, chacun a fait les comptes de tout ce qui augmente, tandis que les salaires ne décollent jamais. Un travailleur rappelait : « Bezos a remercié les employés d'Amazon de lui avoir permis d'exaucer son rêve alors que nous, on ne peut pas se permettre le moindre extra. » D'autres sont revenus sur la charge de travail pendant la pandémie, sur les pressions pour en faire plus : « Tu es censé faire 60

colis de l'heure, tu pourrais passer à 100. »

La direction s'est fendue d'un communiqué pour vanter sa proposition de 3 % d'augmentation, au-dessus de ce qui se pratique dans le secteur logistique. Elle a aussi osé parler de multiples avantages dont les salariés d'Amazon bénéficieraient, parmi lesquels une prime transport de 16 euros par mois. Cette déclaration en a exaspéré beaucoup, contraints de faire

des kilomètres en voiture pour aller travailler, et pour lesquels cette prime sonne comme une giflette.

Certains des grévistes d'Amazon ont vécu là leurs premiers débrayages et leurs premiers piquets de grève. Ils ont pu mesurer que leur travail est à la base de la richesse du groupe et que, contre les patrons déterminés à en tirer le maximum de bénéfices, il faut construire un rapport de force.

Nadia Cantale

Nokia : un secret des affaires bien commode

À l'occasion du rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia en 2015, le ministère de l'Économie, dirigé à l'époque par un certain Emmanuel Macron, avait prétendu avoir obtenu des engagements de cette entreprise en termes d'effectifs et d'activités en France.

En effet tout le monde savait que le rapprochement des deux trusts de la téléphonie s'accompagnerait de licenciements dans beaucoup de leurs secteurs d'activité, mais le gouvernement avait claironné qu'il avait limité la casse. Quatre plans de licenciements

s'ensuivirent, accompagnés de quelques centaines d'embauches.

Ces engagements sur les effectifs dans la R&D n'étaient qu'à durée limitée et se sont terminés le 1^{er} juin 2020. Et, douze jours seulement plus tard, un nouveau plan annonçait 1 233

suppressions de postes. Nokia a même obtenu une subvention supplémentaire de 28 millions d'euros, en réduisant de 247 le nombre de départs, soit une modification à la marge de son plan. Si on fait le total, Nokia a reçu au moins 310 millions de fonds publics entre 2015 et 2019.

Quand les syndicats ont cherché à connaître les termes des engagements de Nokia, Bercy a invoqué le

secret des affaires et la sûreté de l'État pour ne pas leur répondre, sans qu'on voie quel rapport il peut y avoir entre le secret des affaires et les garanties sociales. Aux dernières nouvelles, ils semblent avoir obtenu du tribunal administratif qu'on leur transmette ces fameux documents. Mais ils le seront sous une forme tronquée, puisque les passages confidentiels seraient effacés.

Le secret des affaires est vraiment la règle pour patronat et gouvernement. Les arrangements entre le pouvoir et les dirigeants du groupe Nokia ont été et sont toujours secrets. Nokia cherche-t-il à cacher les centaines de millions obtenus sur les fonds publics ? Le gouvernement veut-il cacher qu'il sert la soupe à Nokia ? Les deux, sans aucun doute.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Galaxies de satellites : **décharges en orbite**

Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, compte placer 3 236 satellites en orbite autour de la Terre d'ici cinq ans. Il lui faudra pour cela lancer 83 fusées, dont 18 sont d'ores et déjà commandées à Arianespace.

Cette galaxie de satellites devrait permettre de connecter à l'Internet haut débit la planète entière, y compris les zones actuellement blanches, et surtout d'accroître encore la fortune de Bezos et son pouvoir. Son concurrent Elon Musk, première fortune mondiale au dernier classement, juste devant Bezos, a fait le même calcul. Il a, lui, déjà envoyé plus de deux mille satellites dans l'espace et prévoit d'en lancer des dizaines de milliers.

Les organismes internationaux et américains ont obligeamment fourni les autorisations nécessaires aux lancements, les sociétés publiques ou à capitaux publics ont offert leur concours, les médias ont applaudi la hardiesse de ces deux capitaines d'industrie et convié la population à faire de même. Et pourtant...

Pour des raisons de concurrence, la Terre va donc être dotée de deux galaxies de satellites visant au même usage. Ni Bezos ni Musk ne se soucient du devenir des objets ainsi mis en orbite. Depuis Spoutnik en 1957, 8 000 satellites et leurs fusées porteuses ont déjà produit une ceinture de déchets autour de la Terre. Ceux qui projettent d'en envoyer dix fois plus sont simplement tenus à quelques précautions minimales, invérifiables, comme toutes les lois destinées à contenir les méfaits des milliardaires : leurs engins sont censés soit se désintégrer proprement en rentrant dans l'atmosphère, soit pouvoir être éloignés de la Terre, sur une orbite lointaine, le cimetière des satellites. Le risque est évidemment de transformer tout l'espace proche en poubelle, de multiplier

les collisions et les interférences, voire, d'après certains astronomes, de brouiller leurs observations et leurs mesures. On compte pour rien dans ce bilan le gâchis de travail humain, la consommation d'énergie, les milliards de fonds publics, les déchets terrestres engendrés par cette double et coûteuse opération.

Alors que les dirigeants politiques du monde entier se gargarisent de transition énergétique, aucun n'a posé la question du bilan énergétique des galaxies de satellites, de la comparaison avec un autre mode de transmission, de la balance coût social-utilité sociale, ni même n'a pris l'avis de qui que ce soit. Musk et Bezos décident pour tout le monde !

On pourrait aussi se demander si les résultats escomptés pour l'humanité, et pas seulement pour les deux promoteurs, méritent une telle débauche de moyens et de tels risques. Mais il est vain de tenter de démêler l'utile du superfétatoire



Représentation de la pollution autour de la Terre, vue par la Nasa.

ou le rationnel de la folie furieuse, dans une société tout entière organisée pour le profit. Les satellites connectent aussi bien les spéculateurs qui affament le monde que les biologistes qui inventent un vaccin, les militaires qui préparent la guerre que les amants séparés par un continent. Et qu'importe aux Bezos et aux Musk, puisque tous versent leur obole !

Le problème n'est pas dans la technique utilisée, mais dans ceux qui l'utilisent. Tant qu'on laissera une poignée de milliardaires décider seuls et pour leur seul profit, le monde entier, espace compris, sera une poubelle et un asile de fous, où des institutions prétendant représenter l'intérêt collectif sont à genoux devant le veau d'or.

Paul Galois

Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai



Un avant-goût d'une autre société

Après deux années sans fête pour cause de pandémie et une seule journée de rassemblement festif en 2021, la fête de Lutte ouvrière reprend sur trois jours cette année.

La situation se fait tou-

jours plus dure pour les travailleurs et les familles populaires. Il est de plus en plus difficile de faire vivre sa famille et, aux angoisses du quotidien, s'ajoutent l'inquiétude et l'horreur que suscite la guerre toute

proche en Ukraine. Quant à la situation politique, elle voit le fauteuil présidentiel disputé par deux ennemis des travailleurs.

Pour tous ceux qui ne se résignent pas à cette société gouvernée en fonction des intérêts des capitalistes, la fête est une grande bouffée d'air ! Ce sont trois jours de discussions, de débats politiques, d'exposés sur les sciences, les arts, l'histoire des hommes et des sociétés.

Ce sont aussi trois

journées de détente : concerts, spectacles, cinéma, jeux et activités pour grands et petits. Sans oublier les plaisirs de la table, avec des dizaines de stands proposant des spécialités culinaires d'ici et d'ailleurs.

L'idéal communiste, révolutionnaire et internationaliste de travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts, contre la domination de leurs exploiters, par-delà les frontières, sera bien vivant à la fête !

De tout, pour tous...

Concerts

Entre Grand Podium, Théâtre de verdure, Guinguette et autres scènes plus modestes, la musique est partout à la fête. Nous pouvons d'ores et déjà annoncer :

Souad Massi, chanteuse chaâbi folk ; Martha Fields, country - folk ; El Gato Negro, musique latinos ; Radio Babel Marseille, combo

polyphonique ; Delgres, blues créole...

Carrousel de la Connaissance

Un spectacle audiovisuel de 45 minutes. Balades aux côtés des premiers paysans : au Proche-Orient, il y a 13 000 ans, en transformant l'environnement pour se nourrir, nos ancêtres créèrent un nouveau monde. De l'invention de

l'agriculture à l'essor de l'écriture, de l'astronomie ou des mathématiques, mais aussi à l'apparition des divisions entre oppresseurs et opprimés, embarquez pour un voyage dans le temps !

Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi et dimanche à 15 heures

Côté pratique

Le week-end de l'Ascension, vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai, à Presles, dans le Val-d'Oise (30 km de Paris), dans un grand parc boisé.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 15 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les bons d'achat

Pour obtenir 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles. Vous les payez 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur Internet.

<https://fete.lutte-ouvriere.org/>

